

LE DEFIL ENVIRONNEMENTAL

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre.

La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables. »

Cette formule, prononcée par Jacques Chirac le 2 septembre 2002 au Sommet de la Terre à Johannesburg, est restée célèbre, mais elle est restée sans effet depuis et pourtant les motifs d'inquiétude ne manquent pas.

Et parmi eux, le réchauffement climatique occupe une place de choix, avec ses effets directs ou indirects tels que la désertification, l'élévation du niveau des mers, les sécheresses accrues, les inondations plus fréquentes, le dérèglement des saisons, l'augmentation des phénomènes extrêmes comme les tempêtes ou les cyclones.

Tous les pays de la planète seront affectés par les déséquilibres environnementaux mais des continents seront plus affectés que d'autres, ainsi l'Afrique, qui paradoxalement n'émet pratiquement pas de gaz à effet de serre, sera touchée de plein fouet par le phénomène.

La hausse des températures dans certaines sous régions pourrait être deux fois plus forte qu'ailleurs, les sécheresses risquent de s'y généraliser et le climat d'y devenir de plus en plus imprévisible.

L'Afrique demeure le continent le plus vulnérable à ces changements, car le niveau de pauvreté y restreint les possibilités d'adaptation.

Sur le plan sanitaire, il risque d'y avoir un accroissement de l'impact de certaines maladies dont le paludisme, le choléra ou la dysenterie, alors que l'accès à l'eau potable va devenir de plus en plus problématique.

Selon les experts, jusqu'à 200 millions de personnes de plus pourraient être confrontées aux famines d'ici à la fin du siècle.

Dans certains pays, les récoltes pourraient avoir diminué de 50% en 2020 et même de 90% en 2100, et avec seulement 2° Celsius de plus, la production agricole serait réduite d'un tiers sur le pourtour méditerranéen et en Afrique sahélienne. Les cultures qui ont besoin de conditions climatiques très strictes seront les premières touchées.

Or, la hausse des températures sera de 0,2° à 0,5° par décennie au cours du siècle, soit un accroissement de plus de 4° C d'ici à 2100.

Du bassin du Nil à celui de l'Okavango, en passant par celui du Sénégal, les modifications du climat n'épargneront personne. S'il est impossible de prévoir qu'elle sera l'ampleur de ces évolutions, on peut en revanche affirmer avec certitude que le pire est à venir.

L'élévation du niveau des océans pourrait provoquer la remontée d'eau salée dans les estuaires, comme dans le delta du Nil, ce qui risque de rendre certaines terres incultes. Les activités liées à la pêche pourraient également en être affectées. La réduction du débit des rivières, l'infiltration d'eau salée dans des retenues d'eau douce et la modification des courants marins pourraient réduire dramatiquement les ressources halieutiques.

La désertification, exacerbée par les changements climatiques, représente « le plus grand défi environnemental de notre époque », affirme un nouveau rapport de l'Université des Nations Unies qui prévient que sans des politiques efficaces pour la combattre, les gouvernements devront faire face à des migrations de populations en masse.

La perte de productivité des sols et la dégradation de l'environnement pose donc une menace imminente à la sécurité internationale.

Un tiers de la population de la planète, soit environ deux milliards de personnes, sont des victimes potentielles des effets de la désertification, affirme le rapport. Ce dernier prévient qu'en conséquence, ce sont près de 50 millions de personnes qui pourraient être déplacées dans les dix prochaines années.

Le rapport préconise des mesures à l'échelle mondiale et nationale : une réforme de la gestion des terres, un terme au pâturage excessif, à la surexploitation des terres, aux pratiques d'irrigations non durables et la mise en place de nouvelles sources de revenus pour les populations qui habitent dans ces régions.

Or, le phénomène est amplifié par les pays occidentaux notamment par les Etats-Unis premier émetteur de gaz à effets de serre, qui refusent toujours de ratifier l'accord de Kyoto et par les pays émergents comme l'Inde ou la Chine dont les émissions de gaz augmentent de plus en plus.

Par ailleurs, selon un rapport, intitulé « *Urban sprawl in Europe – the ignored challenge* », un grand nombre des problèmes environnementaux constatés en Europe sont causés par l'expansion rapide des zones urbaines. L'économie globale, le développement des réseaux de transports, les évolutions considérables qui interviennent sur les plans sociétal, économique et démographique et la disparité entre les législations nationales en matière d'urbanisation comptent parmi les principaux facteurs de transformation des territoires urbanisés. Les auteurs du rapport attirent l'attention sur le fait que l'Union européenne doit mettre en œuvre des mesures communes en vue de coordonner et de contrôler les évolutions territoriales urbaines.

L'étalement urbain se manifeste lorsque le taux de changement d'occupation des terres excède le taux de croissance de la population. Selon le rapport, plus d'un quart du territoire de l'Union européenne est déjà affecté par l'urbanisation. Les Européens vivent mieux et plus longtemps et sont plus nombreux à vivre seuls, ce qui accroît la demande d'espace vital.

L'étalement des zones urbaines nécessite un accroissement de l'approvisionnement en énergie et s'assortit inévitablement du développement d'infrastructures, principalement de transport, et de l'utilisation de surfaces plus importantes. Ces évolutions nuisent à l'environnement naturel et augmentent les émissions de gaz à effet de serre, ce qui favorise le changement climatique et entraîne par ailleurs des pollutions atmosphériques et sonores accrues.

En matière environnementale tout est lié, une pollution majeure à un endroit du globe peut avoir des conséquences sur tout ou partie du monde.

Notre planète est en équilibre fragile.

Ceci renvoie à cette notion longtemps occultée que la Méditerranée est un lac et que tout ce qui affecte une partie a des effets de contamination sur tout le reste.

Tout a été dit sur le réchauffement climatique et ses effets sur l'agriculture, l'aquaculture, le tourisme, le phénomène d'urbanisme, le mode de vie des populations et pour tout dire, sur la pérennité de la croissance des économies.

L'accélération, du réchauffement climatique est le défi le plus grave pour le développement durable. L'Afrique, aux capacités d'adaptation limitées, est en

première ligne des dégâts occasionnés. Le Continent est le plus vulnérable aux impacts des changements climatiques. L'Afrique du Nord n'est pas en reste malgré des capacités d'intervention économique.

De l'avis de tous les experts, il est indispensable de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ensemble, il faut lutter contre le réchauffement climatique au moyen de maîtrise et d'économie drastique d'énergie. Le monde, et particulièrement la Méditerranée, sont en situation d'urgence à cause d'un écosystème des plus fragiles. L'heure est venue d'y engager, sans plus tarder, de grands projets environnementaux. Au besoin, si ce n'est nécessairement, en mettant en place un "plan d'accompagnement et de mise à niveau pour les pays partenaires".

Face à un enjeu commun, face à un défi commun d'une grande gravité, les pays développés principaux responsables de ce phénomène de réchauffement planétaire doivent pouvoir aider plus qu'ils ne le font les pays moins bien nantis.

Les pays développés y consacrent des ressources qui paraissent hélas insuffisantes au regard des besoins. Il faut à l'évidence plus de moyens, plus de ressources, plus de pédagogie des enjeux environnementaux.

Il faut faire de l'environnement l'exemple même de ce que devrait être un partenariat réussi. Le message est clair, il faut faire émerger une véritable politique commune de l'environnement dans le monde.

Il faut mettre en œuvre des zones environnemental protégées et la Méditerranée pourrait être cette première zone protégée, une sorte de couloir environnemental protégé

C'est à ce prix qu'il serait possible d'engager une véritable politique de développement durable, de vivre ensemble en paix et en sécurité. Il n'est pas trop tôt pour engager un tel combat, il n'est pas non plus trop tard. L'espoir est permis.

Les politiques environnementales mises en œuvre à l'échelle planétaire doivent être désormais élaborées sur le long terme pour les secteurs économiques qui contribuent le plus à des formes très diffuses de pollution et où les citoyens ont une part de responsabilité par exemple dans les transports. Les gouvernements et les citoyens doivent en faire plus pour mettre le développement économique en conformité avec les capacités de la planète.

Ce combat était celui de tous les pays et de tous les humains, il est encore temps de changer le cours des événements.

N. ZAMMIT Ph.D